

Recherches sociographiques



Fernand DUMONT, *Raisons communes*

Victor Armony

Volume 42, Number 2, 2001

Mémoire de Fernand Dumont

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057465ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057465ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Armony, V. (2001). Review of [Fernand DUMONT, *Raisons communes*]. *Recherches sociographiques*, 42(2), 402–406. <https://doi.org/10.7202/057465ar>

reviviscence. Plutôt que d'exprimer le destin, elle cherche à prendre prise sur celui-ci. Voilà pourquoi l'esprit critique doit être au fondement de l'École et de la Démocratie. Voilà comment la tradition devient un espoir, une espérance.

Denys DELÂGE

Département de sociologie,
Université Laval.

Fernand DUMONT, *Raisons communes*, Montréal, Boréal, 1995, 255 p.

Je dois commencer cette recension en dévoilant ma condition d'immigrant ; le lecteur comprendra mieux la façon dont j'ai choisi d'aborder le livre de Fernand Dumont. Lorsqu'on m'a demandé de commenter *Raisons communes* pour ce numéro spécial, on m'a invité à le regarder à la lumière de mon cheminement personnel, qui m'a mené de l'Argentine au Québec il y a une dizaine d'années. Les pages qui suivent ne constituent donc pas un compte rendu conventionnel. Elles sont plutôt le véhicule de quelques réflexions critiques, ainsi que de quelques questions – peut-être un peu provocatrices – que j'aurais posées aujourd'hui à cet important sociologue québécois.

Paru en 1995, *Raisons communes* est un ouvrage qui réunit onze textes d'opinion que Fernand Dumont a rédigés au cours des ans sur le Québec, société qu'il considère « en panne d'interprétation » (p. 20). Le livre est présenté dans l'introduction comme un « bref essai de philosophie politique » qui vise à examiner « ces raisons communes susceptibles d'inspirer le projet d'une société démocratique » (p. 15). Dumont consacre les premières pages à établir un diagnostic de la situation actuelle, où il constate la « disqualification des vues d'ensemble au profit de l'État gérant » (p. 13), alors que « partout se répand le cynisme des citoyens envers les hommes de pouvoir » (p. 14) et se déploie « ce culte du moi qui [caractérise] l'individualisme contemporain » (p. 26). On reconnaît dans cette perspective les questions qui inquiètent bien des intellectuels québécois : la crise du lien social, le naufrage de l'éthique collective, l'affaiblissement de la solidarité, l'effritement des repères normatifs... Il se dégage de ces propos une certaine nostalgie, celle d'une société plus cohésive et homogène dans ses valeurs et ses aspirations. Ce n'est pas, bien sûr, au Québec traditionnel que pense Dumont, mais au rêve inaccompli d'une « nation française en Amérique » où la société civile, les institutions politiques et l'espace public soient pleinement développés.

Dumont retrace l'histoire du Québec contemporain et attribue une portée cruciale – comme il le fait ailleurs – à la Révolution tranquille, en ce qu'elle a signifié la transformation profonde et irréversible des structures politiques (« depuis un siècle, la vie publique avait été dominée par le patronage politique et le contrôle clérical », p. 14). Cependant, il souligne que les antécédents de ce processus se trouvent dans la période de 1945 à 1960, durant laquelle les grands projets de mutation

du Québec « ont été imaginés [...] par des intellectuels plutôt que par des hommes politiques » (p. 251). En ce sens, la Révolution tranquille a été précédée par une « révolution mentale » qui a rendu viable la difficile entreprise de « donner un nouveau sens à la vie commune » (p. 14). Mais, Dumont nous avertit, « le travail commencé avec la Révolution tranquille [...] n'est pas achevé » et, pire encore, ses acquis sont menacés à l'heure actuelle. Dumont est très précis quant aux défis que nous avons devant nous : « Construction d'une Cité politique, édification d'une culture, renouveau d'une démocratie sociale : ces trois tâches se rejoignent dans la même quête de raisons communes » (p. 31). C'est pourquoi Dumont insiste sur l'urgence de bâtir une nouvelle « culture publique commune » : il s'agit, selon lui, d'un « certain nombre d'éléments qui réuniraient dans un même ensemble les différentes composantes, ethniques et autres, de la collectivité » (p. 69).

Dumont veut contribuer, avec son livre, à cet effort commun qui représente en même temps une projection vers l'avenir et une récupération du passé. Il évoque avec ferveur les grands objectifs qui ont animé la modernisation de la société québécoise au cours de la deuxième moitié du vingtième siècle. Mais l'auteur s'empêche de mettre l'accent sur les transformations politiques ou économiques réalisées ou à accomplir. Il s'intéresse plutôt au travail qui reste à faire dans le domaine des idées et des représentations. Dans le futur, « les enjeux vont se concentrer sur le devenir de la culture » (p. 70), soit l'éducation, les valeurs civiques, le débat public, la construction de consensus. C'est en ce sens que *Raisons communes* nous offre une vision rafraîchissante : Dumont avance un projet de société qui se définit au niveau le plus fondamental, celui d'un idéalisme qui se fiche des conditions de possibilité, d'autant plus que celles-ci s'avèrent pour l'instant très minces. Autrement dit, puisque Dumont est pessimiste à l'égard des tendances actuelles, il s'affaire à dessiner une utopie.

Mais si l'utopie est nécessairement une anticipation imaginaire, le Québec contemporain qui se dégage de ces articles est aussi un Québec idéal (ou idéalisé), en ce sens qu'il semble évoluer selon une logique qui lui est propre, comme si le monde extérieur – y compris l'État canadien – n'était qu'une pure altérité : ainsi, par exemple, ce serait « à travers d'épuisantes confrontations avec le gouvernement fédéral » que « nous [avons été] poussés sur la voie de la progressive confirmation d'une communauté politique québécoise » (p. 63). Ce qui ressort est l'image d'un Québec coupé de ce qui se passe ailleurs en Occident (et particulièrement sur le continent américain), un Québec qui existe malgré les mouvements de l'Histoire. Or, peut-on se demander, d'où naissent les idées réformistes des élites canadiennes-françaises qui, selon Dumont, ont joué un rôle essentiel dans l'avènement de la modernité au Québec ? Et, de façon plus générale, quel a été l'effet de l'appartenance au système politique et économique canadien et, de façon indirecte, à l'aire géoculturelle nord-américaine ? Dumont semble tomber ici dans le piège qui consiste à ne lire l'histoire du Québec qu'en termes de résistance à l'Autre. Je ne veux surtout pas inverser l'argument et attribuer au Canada anglais le « mérite » des transformations de la société québécoise durant les quatre ou cinq dernières décennies. Je tiens, au contraire, à suggérer que le Québec participe depuis longtemps à une dynamique idéologique – et à un paradoxe – plus vaste qui englobe

l'ensemble des nations en Amérique et qui touche surtout celles qui ont un statut périphérique.

Au risque de susciter la controverse, je vais établir ici un parallèle entre le Québec et l'Amérique latine. Les élites de ce continent ont toujours manifesté une profonde ambivalence face à l'individualisme au cœur de la culture anglo-saxonne. On retrouve, dans les discours politique et littéraire latino-américains de tout le vingtième siècle, d'innombrables références aux deux faces de cet individualisme : d'un côté, on célèbre l'esprit pragmatique, industriel, et indépendant des Étatsuniens et, de l'autre, on décrie son caractère matérialiste, utilitariste et sensuel. Cette opposition n'est pas – comme le supposerait une analyse hâtive de ce type de discours – qu'une volonté de dissociation morale entre le libéralisme politique (la démocratie, qui, par définition, n'est jamais excessive puisqu'elle est fondée sur les meilleures vertus civiques) et le libéralisme économique (le capitalisme, qui doit être limité, car il tend naturellement à exacerber le profit et le gaspillage). C'est aussi et surtout la dichotomie entre deux conceptions de l'existence personnelle et collective qui s'affrontent dans chaque nation du Nouveau Monde et que l'écrivain uruguayen José Enrique Rodó symbolisait, autour de 1900, dans les figures antinomiques d'Ariel et de Caliban (inspirées des personnages shakespeariens).

Ariel représente la partie noble, spirituelle et héroïque de la Raison, alors que Caliban représente l'intelligence pragmatique et égoïste qui vit dans le présent immédiat. Rodó exprime métaphoriquement la préoccupation de plusieurs de ses contemporains face à ce qu'il appelle la « nordomanie » (la fascination par l'Amérique du Nord) des jeunes générations, et le danger d'une « délatinisation » des sociétés du Sud. Il va de soi que cette « latinité » – dont la filiation laïque est celle du monde classique gréco-romain (sa filiation religieuse étant bien sûr celle du catholicisme) – est conçue comme un espace de partage de valeurs et d'allégeances. Au-delà de ses penchants romantiques et organicistes (qu'aucun démocrate ne soutient aujourd'hui), la matrice de cette pensée demeure vivante dans la critique de l'homme universel que Dumont et d'autres intellectuels des Amériques soulèvent vis-à-vis du libéralisme anglo-saxon. C'est en ce sens que *Raisons communes* s'inscrit – à l'insu de son auteur, je suppose – dans la longue et riche lignée des essais politiques latino-américains qui se penchent sur la tension indépassable entre le projet de modernisation de la société – sur lequel l'influence du modèle étatsunien est inévitable – et le projet national, particulariste par définition. À la différence des nations européennes, celles de l'Amérique se représentent comme des « jeunes nations » (même si elles peuvent avoir une constitution politique et culturelle relativement ancienne) et leurs populations tendent à percevoir les enjeux collectifs à travers l'image de la promesse. Le Québec – comme le Mexique, le Chili ou l'Argentine – s'attache à une mémoire et à un héritage que l'on sent menacés par les forces d'un matérialisme égoïste méprisant la notion de bien commun (soit-il une langue, une religion, un patrimoine culturel, une appartenance nationale ou une identité ancestrale). Mais, en même temps, on partage la croyance selon laquelle la vraie richesse du pays réside dans son potentiel, non tellement dans ce qu'il est, mais dans ce qu'il peut devenir. Ce potentiel, faut-il le rappeler, se mesure aujourd'hui en dollars et en marchés. Le Québec, du fait de sa situation géographique et politique, vit ce paradoxe de façon peut-être plus intense que la plupart des

pays de l'Amérique latine : il est nord-américain dans ses ambitions, ce qui l'apparente à Caliban, mais il est aussi, par sa sensibilité profonde, proche d'Ariel.

J'aimerais maintenant changer de perspective pour m'attarder sur une autre dimension du livre qui a trait au problème de l'altérité. *Raisons communes* est un livre qui surprend (du moins si l'on est sensible à cette question) par l'absence presque totale de références aux Québécois qui ne s'identifient pas à une origine canadienne-française, canadienne-anglaise ou autochtone. Il faut être juste : Dumont s'intéresse surtout au « sort de la nation française en Amérique » – aux grandes tendances de son histoire et aux enjeux de sa survie – et l'arrivée des immigrants constitue une donne qui, dans le cadre d'un devenir politique et culturel qui s'étend sur plusieurs siècles, est relativement récente. Dumont semble conscient du reproche que l'on peut être tenté de lui adresser : dans le post-scriptum du livre, il reconnaît avoir surtout insisté sur « la référence nationale » et « l'appartenance politique », tout en soulignant que cela ne veut pas dire qu'elles soient les « seuls héritages dont nous devons nous préoccuper » (p. 258). Il s'agit, bien évidemment, d'une allusion au fait que d'autres formes identitaires se superposent aujourd'hui à celles de la « dualité canadienne » traditionnelle. Cependant, il me paraît légitime de se demander pourquoi, dans un ouvrage publié en 1995, le poids grandissant des nouveaux arrivants – et de leurs enfants – dans la société québécoise n'inspire à l'auteur que quelques lignes. Je ne veux absolument pas insinuer que Dumont exclurait l'immigrant du projet de société qu'il avance. Ce qui me semble extrêmement significatif, c'est le fait que ce livre, qui se lit autant comme une réflexion savante que comme un message politique de Dumont à ses concitoyens, n'interpelle en aucune manière ceux qui seront pourtant appelés à jouer un rôle décisif dans la construction de la société québécoise au vingt et unième siècle.

Cette absence est d'autant plus remarquable que l'une des seules fois dans le livre où Dumont réfère de manière explicite aux immigrants, c'est pour leur attribuer une importance particulière en ce qui concerne la possibilité de penser la société québécoise : « [...] lorsqu'ils sont amenés à faire face non seulement à notre langue, mais à nos manières de vivre, ils nous révèlent à nous-mêmes. On parle souvent d'accueil aux immigrants avec les accents pieux qui conviennent ; il serait utile d'aller plus loin, de nous regarder dans le miroir qu'ils nous tendent. Cela contribue à l'interprétation de ce que nous sommes » (p. 23). Et Dumont d'ajouter que les études dans ce domaine – le regard que l'immigrant porte sur le Québec – sont « malheureusement rarissimes ». Cette valorisation du nouvel arrivant l'amène à affirmer dans le même paragraphe que « les motifs de son adhésion ou de son refus définitif mettent en cause le Québec dans sa structure ». Cette intuition de Dumont me semble capitale, en ce qu'elle dévoile la difficulté du projet national québécois à voir l'immigrant comme un élément interne de transformation sociale. Face à un projet – tout à fait légitime – qui doit surtout se définir sur la base d'arbitraires culturels (« Nous ne défendons pas la langue française parce qu'elle serait plus commode que les autres mais parce que nous l'aimons », p. 227), l'immigrant reste coincé dans une extériorité qui ne se résout, dans les mots de Dumont, qu'à travers son « adhésion » ou son « refus définitif ». Cette situation de l'immigrant n'est certes pas exclusive au cas québécois. Mais ce qui rend le Québec unique, à mon avis, c'est que l'arbitraire culturel auquel on demande à l'immigrant

d'adhérer n'apparaît pas à celui-ci comme une nécessité (comme une réalité « normale » ou « naturelle », en dehors de laquelle il ne reste que la condition de marginalité ou d'exclusion), mais plutôt comme un choix. Comme Dumont le dit, « l'immigrant sait fort bien qu'il n'a pas seulement à choisir une langue, mais l'une des deux sociétés ». Or, le nouvel arrivant pourra se demander quelle est, pour lui qui a quitté sa terre natale, l'attrait d'une société d'accueil dont la culture est minoritaire, menacée, problématique.

Le défi est bien sûr de taille, notamment pour ceux qui promeuvent la souveraineté du Québec. Faut-il convaincre les néo-Québécois des avantages d'appartenir à une société francophone en Amérique, ce par le biais d'arguments utilitaristes ? Ou faut-il les séduire par un projet qu'on croit beau et passionnant, au-delà des calculs de coût et bénéfice ? Le silence de Dumont reflète peut-être le malaise de beaucoup d'intellectuels québécois face à ces questions. Dans une société de plus en plus fragmentée, la possibilité de mobiliser les citoyens en vue de la réalisation d'idéaux collectifs qui ne sont pas liés au vécu (c'est-à-dire en dehors de l'identité ancestrale, la langue, l'attachement à une géographie) est extrêmement faible. Les raisons économiques l'emportent aujourd'hui dans toutes les sphères sociétales. Très critique de cette situation, Dumont célèbre la « gratuité de la vie sociale » et condamne les politiciens qui élèvent le « réalisme économique au rang de la magie » (p. 227). Pourtant, c'est probablement un certain « réalisme économique » qui pourrait effectivement rallier les immigrants au projet de construction d'une société plus juste et plus démocratique au Québec. Ce « réalisme économique » n'est pas nécessairement l'économicisme des néolibéraux, mais la notion que les néo-Québécois seront portés à choisir la culture québécoise de langue française dans la mesure où ils sentiront que les structures de pouvoir de la société leur sont accessibles. Or, bien que les discours sur les immigrants soient nombreux sur la scène publique, il est facile de constater que très peu de politiciens et d'intellectuels s'adressent aux immigrants. Le livre de Dumont m'en paraît un exemple paradigmatique. La plupart de ceux qui viennent d'ailleurs pour s'installer au Québec – peut-on supposer – souhaitent s'intégrer à la société d'accueil. Mais tant qu'ils n'auront pas acquis un statut d'interlocuteurs à part entière dans la culture publique québécoise, ils demeureront des étrangers.

Victor ARMONY

*Département de sociologie,
Université du Québec à Montréal.*

Fernand DUMONT, *Une foi partagée*, Montréal, Bellarmin, 1996, 301 p.

Parue en 1996, alors que nous savions Fernand Dumont atteint par la maladie. *Une foi partagée* fut reçue un peu comme un « testament spirituel ». Pensant y trouver les réflexions ultimes et inédites d'un intellectuel croyant sur l'actualité de sa foi, le lecteur averti a pu être déçu, à la première lecture, par un « contenu » ayant